

La présentation oppose les usages de l'eau et donc envisage ce tuyau comme LA solution pour laquelle il va falloir arbitrer des privilèges pour des parties de territoire ou des activités.

Or le problème n'est pas là.

Il semble préférable de poser la question de l'arbitrage des choix politiques du développement régional.

Quelles économies va-t-on privilégier (industrie, tourisme, agriculture) ?

Pour chacune d'entre elle, quelle sera la nature de l'orientation ?

Par exemple :

- innovation, recherche et développement pour l'industrie,
- écotourisme, tourisme durable ou tourisme de masse ?
- agriculture de proximité ou agriculture à gros rendements, maintien des types de productions agricoles actuels ou accompagnement pour des mutations au réchauffement climatique ?

Comment, sans choix d'économie, évaluer réellement les besoins en eau ?

Certes, il est difficile de se projeter dans le futur mais les choix actuels vont impacter l'avenir sur plusieurs décennies. Il est donc primordial de bien réfléchir et de ne pas se tromper.

J'avais demandé, lors d'une précédente réunions qu'il y ait une évaluation ex-ante du projet dans sa globalité pour évaluer ses forces, ses faiblesses, les impacts positifs et négatifs, les opportunités et les menaces telles que le réchauffement climatique, la crise financière...

M.Allet a répondu qu'il était trop tôt et que ce serait fait maillon par maillon. Mais cela n'a pas de sens. Ce tuyau n'est qu'un outil de l'aménagement du territoire régional. L'objectif n'est pas de savoir combien de fois on va pouvoir l'utiliser, mais à quoi il va servir.

Beaucoup de personnes ont fait valoir les effets pervers d'une ressource facile, les disparités engendrées entre territoires, la multiplication des forages privés au mépris de la préservation des nappes... Il est évident qu'il faut avoir une vision prospective et évaluer préalablement l'ensemble des impacts d'un tel outil avant de dire « ici ce serait bien, puis là aussi ».

Aqua Domitia est l'outil rêvé pour répondre à une politique à courte vue qui maintient le cap d'une économie centrée uniquement sur le tourisme sans se soucier si elle réduit l'attractivité du territoire et si elle conduit à implanter encore davantage de populations en zone à risque d'inondation fort comme si 320 000 n'était pas suffisant.

Les agriculteurs semblent méfiants, à juste titre.

Il me semble que, comme très souvent, on a oublié un aspect essentiel sur lequel Monsieur Thierry Ruf a pourtant insisté : l'Histoire. On est prêt à refaire encore et encore les mêmes erreurs sans tirer leçon des choix opérés. M.Ruf nous a parlé de tuyaux d'eau transversaux réalisés au Maroc il y a 30 ans pour les mêmes raisons et qui ont conduit aux résultats contraires aux objectifs :

- Insécurisation des accès à l'eau
- Inégalités formidables
- Accaparement des ressources
- Clientélisme
- Exclusion sociale
- Rabattement des nappes par la multiplication des forages
- Urbanisation massive des zones agricoles.

J'ose espérer que les politiques, éclairés par le débat, se lanceront dans une politique responsable en diversifiant l'économie régionale, ce qui aura pour effet de mieux répartir les populations et réduire les pressions qu'elles exercent sur les milieux.